

Art. 5. A l'article 54, § 1^{er}, du même arrêté les mots "ou d'un formulaire de demande" sont remplacés par le membre de phrase, "d'un formulaire de demande ou d'une demande basée sur des données de fichier, telle que visée à l'article 42."

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2013.

Art. 7. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/203949]

27 JUIN 2013. — Décret relatif à la stratégie wallonne de développement durable (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret précise, dans une approche intégrée et coordonnée, les objectifs de développement durable de la Région wallonne par l'adoption de modalités et procédures visant à l'élaboration, l'approbation, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie régionale de développement durable.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o un « développement durable » : un développement qui a pour objectif l'amélioration continue de la qualité de vie et du bien-être humains, tant localement que globalement, et qui garantit la capacité de répondre aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations à venir à satisfaire les leurs. Sa réalisation implique la prise en compte du taux de renouvellement des ressources naturelles et du maintien de la biodiversité. Elle implique également de continuer un processus de transition qui mobilise les acteurs sociétaux et les fonctions sociale, économique et culturelle, en vue d'assurer un usage optimal de tous les types de ressources immatérielles, humaines, naturelles et financières et une réduction continue du prélèvement des ressources non-renouvelables;

2^o une « stratégie wallonne de développement durable » : un document d'orientation et d'actions visant à encourager à l'initiative et à la cohérence en matière de développement durable dans les politiques publiques de la Région wallonne, qui est élaboré conformément aux principes directeurs visés à l'article 4 et approuvé et mis en œuvre selon les modalités prévues par l'article 3;

3^o les « parties prenantes » : les acteurs sociétaux intéressés au développement durable, en ce compris mais de façon non limitative les administrations publiques régionales et locales, les fédérations syndicales et les fédérations d'entreprises, le secteur associatif dans son ensemble, les universités et les hautes écoles, les citoyens. Le Gouvernement précise, à l'occasion de chaque stratégie de développement durable, les parties prenantes concernées par les mesures participatives mises en place;

4^o une « Alliance Emploi-Environnement » : une politique élaborée et mise en œuvre de façon participative, reposant sur le principe de faire de l'amélioration de la qualité de l'environnement et de sa préservation une source d'opportunités économiques et de création d'emplois.

Art. 3. 1^o Au plus tard douze mois après sa prestation de serment, le Gouvernement approuve la stratégie wallonne de développement durable et la soumet pour présentation et débat au Parlement wallon dans le mois de son adoption.

Préalablement à son adoption définitive par le Gouvernement, le projet de stratégie wallonne de développement durable est soumis pour avis à remettre dans un délai d'un mois au Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, au Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et au Conseil économique et social de la Wallonie.

2^o Chaque Ministre est compétent dans ses matières pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie wallonne de développement durable.

Art. 4. La stratégie wallonne de développement durable est élaborée en tenant compte des principes directeurs suivants :

a) le principe d'efficacité selon lequel les ressources à disposition doivent être utilisées le plus efficacement possible, en veillant à ce que chaque unité de ressource apporte la plus grande contribution possible au bien-être humain, afin également d'économiser les ressources naturelles non renouvelables et d'en faire profiter le plus grand nombre, et

b) le principe de résilience, selon lequel l'organisation sociale doit être la plus résistante possible aux crises environnementales, sociales ou économiques, pour pouvoir continuer à satisfaire les besoins collectifs, grâce à une approche transversale et mobilisatrice, et

c) le principe de suffisance, selon lequel la consommation de biens et de services doit viser un niveau optimal de bien-être moral et physique, en tenant compte de la priorité qui doit être donnée à la satisfaction des besoins essentiels des plus démunis.

Art. 5. 1° La stratégie wallonne de développement durable comprend au moins les éléments suivants :

- a) une évaluation des résultats de la mise en œuvre de la stratégie wallonne de développement durable de la législature parlementaire précédente;
- b) un diagnostic des acquis et des faiblesses de la Région wallonne pour atteindre un développement durable, en tenant compte des moyens et ressources disponibles en vue d'identifier les priorités stratégiques;
- c) une vision à long terme pour contribuer au développement durable;
- d) des objectifs à court et moyen terme en vue de converger vers la vision à long terme du développement durable;
- e) un plan d'actions de développement durable permettant de concourir à l'atteinte des objectifs visés au point *d*) ci-dessus, lesquelles actions feront l'objet d'une élaboration, le cas échéant, sous la forme d'un plan ou programme. Ce plan intègre les lignes politiques prioritaires pour la législature en cours;
- f) les mesures de participation des parties prenantes pour l'élaboration des diverses composantes de la stratégie wallonne de développement durable énoncées aux points *a*) à *e*) ci-dessus, sa mise en œuvre et le suivi de celle-ci pendant la législature.

2° La stratégie régionale de développement durable est élaborée en suivant les modalités et procédures suivantes :

- a) le Gouvernement met en place un groupe de travail interministériel de développement durable pour assurer la coordination des travaux d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi de la stratégie wallonne de développement durable, qui est composé de représentants de chaque Ministre du Gouvernement wallon, ainsi que des personnes que ces derniers jugent utile d'inviter;
- b) l'évaluation visée au point *a*) du 1° de l'article 5, se fonde notamment sur les indicateurs de développement durable fixés en application de l'article 6. Elle intègre l'évaluation des impacts des éventuelles Alliances Emploi-Environnement menées au cours de la législature parlementaire précédente;
- c) l'IWEPS est associé à la réalisation de l'évaluation visée au point *a*) du 1° et au diagnostic visé au point *b*) du 1° de l'article 5;
- d) les priorités définies dans le diagnostic visé au point *b*) du 1° de l'article 5 incluent l'identification au moins d'une thématique d'une Alliance Emploi-Environnement à mener, à condition que l'évaluation des éventuelles Alliances Emploi-Environnement menées au cours de la législature parlementaire précédente conduise le Gouvernement à conclure à la pertinence d'en mener de nouvelles sous la législature concernée;
- e) les objectifs visés au point *d*) du 1° de l'article 5 intègrent les engagements déjà souscrits au niveau international, européen, national et régional;
- f) le plan des actions de développement durable visé au point *e*) du 1° de l'article 5 doit être élaboré en tenant compte des 27 principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement de 1992, notamment les principes n° 10 (participation) et 15 (précaution), tels que précisés, le cas échéant, par le droit de l'Union européenne, les conventions internationales ratifiées par la Belgique et le Code de l'Environnement;
- g) les lignes politiques prioritaires intégrées au plan des actions de développement durable visé au point *e*) du 1° de l'article 5 comprennent au minimum le lancement d'une nouvelle Alliance Emploi-Environnement, à condition que l'évaluation des éventuelles Alliances Emploi-Environnement menées au cours de la législature parlementaire précédente conduise le Gouvernement à conclure à la pertinence d'en mener de nouvelles sous la législature concernée.

Art. 6. Le Gouvernement adopte des indicateurs de développement durable en tenant compte des principes visés à l'article 4, après consultation du public, et en concertation avec les autres Régions, le niveau fédéral et les instances internationales concernées, permettant, en complément d'autres indicateurs, de contribuer à l'évaluation et au suivi de la stratégie wallonne de développement durable.

Art. 7. Le Gouvernement arrête toute mesure qu'il estime nécessaire pour encourager l'adoption de stratégies de développement durable au niveau local.

Art. 8. La mise en œuvre de la stratégie wallonne de développement durable fait l'objet d'un suivi au moins bisannuel.

Le public est tenu informé des modalités et des résultats de ce suivi. Un état d'avancement synthétique est transmis par le Gouvernement au Parlement dans le mois de la réalisation de ce suivi.

Art. 9. Le Gouvernement arrête les types de projets de décisions gouvernementales qui font l'objet d'un avis fondé sur un examen préalable et indépendant de conformité avec le développement durable et les principes directeurs visés par l'article 4, ainsi que les modalités de l'examen sur lequel se fonde l'avis.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 10. Par dérogation à l'article 3, la première stratégie régionale de développement durable est approuvée par le Gouvernement et transmise au Parlement wallon dans le courant de la législature 2009-2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 27 juin 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Session 2012-2013.*
Documents du Parlement wallon, 793 (2012-2013) n^{os} 1 à 7.
Compte rendu intégral, séance plénière du 26 juin 2013.
Discussion.
Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/203949]

27. JUNI 2013 — Dekret über die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret werden in einem integrierten und koordinierten Ansatz die Ziele der Wallonischen Region im Bereich der nachhaltigen Entwicklung mittels der Annahme von Modalitäten und Verfahren zur Ausarbeitung, Genehmigung, Umsetzung und Weiterverfolgung einer regionalen Strategie für nachhaltige Entwicklung bestimmt.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "nachhaltige Entwicklung": eine Entwicklung, die die ständige Verbesserung der Lebensqualität und des Wohlbefindens des Menschen, sowohl lokal als global, zum Ziel hat, und die die Fähigkeit gewährleistet, den Bedürfnissen der gegenwärtigen Generationen zu genügen, ohne die Fähigkeit der künftigen Generationen zu beeinträchtigen, ihren eigenen Bedürfnissen zu genügen. Zwecks ihrer Verwirklichung müssen die Erneuerungsraten der natürlichen Ressourcen und die Erhaltung der Biodiversität berücksichtigt werden. Sie setzt ebenfalls die Weiterführung eines Übergangsprozesses voraus, der die gesellschaftlichen Akteure und die sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Funktionen mobilisiert, um eine optimale Benutzung aller Arten von immateriellen, menschlichen, natürlichen und finanziellen Ressourcen und eine ständige Verringerung der Abschöpfung der nicht erneuerbaren Ressourcen zu gewährleisten;

2° "wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung": ein in Übereinstimmung mit den in Artikel 4 genannten Leitgrundsätzen verfasstes und nach den in Artikel 3 vorgesehenen Bestimmungen genehmigtes und umgesetztes Dokument mit Leitlinien und Aktionen zur Förderung der Initiative und der Kohärenz im Bereich der nachhaltigen Entwicklung in der öffentlichen Politik der Wallonischen Region;

3° "Beteiligte": die an der nachhaltigen Entwicklung interessierten gesellschaftlichen Akteure, einschließlich der aber nicht beschränkt auf die regionalen und lokalen öffentlichen Verwaltungen, die gewerkschaftlichen und Unternehmensverbände, die gemeinnützigen Vereine im Allgemeinen, die Universitäten und Hochschulen, die Bürger. Anlässlich jeder Strategie für nachhaltige Entwicklung bestimmt die Regierung, welche Beteiligten von den eingeführten partizipativen Maßnahmen betroffen sind;

4° "Allianz Beschäftigung - Umwelt": eine partizipativ erarbeitete und umgesetzte Politik, die auf dem Grundsatz beruht, dass die Verbesserung der Umweltqualität und -erhaltung Möglichkeiten für die Wirtschaft und die Schaffung von Arbeitsstellen bietet.

Art. 3 - 1° Spätestens zwölf Monate nach ihrer Eidesleistung genehmigt die Regierung die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung und unterbreitet sie dem Wallonischen Parlament zwecks Vorstellung und Debatte binnen eines Monats nach ihrer Verabschiedung.

Bevor das Projekt der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung von der Regierung endgültig verabschiedet wird, wird es dem "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region), dem "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) und dem "Conseil économique et social de la Wallonie" (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) zwecks Gutachten unterbreitet, welches binnen eines Monats abzugeben ist.

2° Jeder Minister ist in seinem eigenen Bereich zuständig, um zur Umsetzung der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung beizutragen.

Art. 4 - Die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung wird unter Berücksichtigung folgender Leitgrundsätze erarbeitet:

a) der Grundsatz der Effizienz, nach welchem die zur Verfügung stehenden Ressourcen so effizient wie möglich zu benutzen sind, wobei dafür zu sorgen ist, dass jede Ressourceneinheit den möglichst großen Beitrag zum Wohlbefinden des Menschen leistet, ebenfalls damit nicht erneuerbare Naturressourcen gespart werden und dies möglichst vielen Bürgern zugutekommt, und

b) der Grundsatz der Resilienz, nach welchem die gesellschaftliche Organisation so widerstandsfähig wie möglich gegen Umwelt-, Sozial- oder Wirtschaftskrisen sein soll, damit sie die kollektiven Bedürfnisse dank eines ganzheitlichen und mobilisierenden Ansatzes weiter befriedigen kann, und

c) der Grundsatz der Suffizienz, nach welchem der Verbrauch von Gütern und Dienstleistungen auf ein optimales geistiges und körperliches Wohlbefinden abzielen muss, unter Berücksichtigung der Priorität, die die Befriedigung der Grundbedürfnisse der ärmsten Bevölkerungsschichten sein soll.

Art. 5 - 1° Die wallonische Strategie für nachhaltige Entwicklung enthält mindestens:

a) eine Bewertung der Ergebnisse der Umsetzung der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung der vorigen parlamentarischen Legislaturperiode;

b) eine Diagnose der Errungenschaften und Schwächen der Wallonischen Region auf dem Wege der nachhaltigen Entwicklung, unter Berücksichtigung der verfügbaren Mittel und Ressourcen, zwecks einer Identifizierung der strategischen Prioritäten;

c) eine langfristige Vision des Beitrags zur nachhaltigen Entwicklung;

d) kurz- und mittelfristige Zielsetzungen im Hinblick auf eine Konvergenz mit der langfristigen Vision der nachhaltigen Entwicklung;

e) einen Aktionsplan für die nachhaltige Entwicklung, durch den die unter Buchstabe d) genannten Ziele angestrebt werden können; die in diesem Plan enthaltenen Aktionen werden ggf. in der Form eines Plans oder eines Programms ausgearbeitet. Die vorrangigen politischen Leitlinien für die laufende Legislaturperiode werden in diesem Aktionsplan aufgenommen;

f) die Maßnahmen für die Teilnahme der Beteiligten an der Ausarbeitung der verschiedenen unter Buchstaben a) bis e) genannten Bestandteile der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung, ihre Umsetzung und Weiterverfolgung während der Legislaturperiode.

2° Die regionale Strategie für nachhaltige Entwicklung wird unter Beachtung folgender Bestimmungen und Verfahren ausgearbeitet:

a) die Regierung errichtet eine interministerielle Arbeitsgruppe für die nachhaltige Entwicklung, um die Koordinierung der Arbeiten zur Ausarbeitung, Umsetzung und Weiterverfolgung der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung zu gewährleisten; diese Arbeitsgruppe besteht aus Vertretern jedes einen Ministers der Wallonischen Regierung sowie aus Personen, deren Mitwirkung Letzere als nützlich betrachten;

b) die in Artikel 5, 1°, a) genannte Bewertung beruht insbesondere auf den in Anwendung von Artikel 6 festgelegten Indikatoren der nachhaltigen Entwicklung. Sie umfasst die Bewertung der Auswirkungen der etwaigen Allianzen Beschäftigung - Umwelt, die im Laufe der vorigen parlamentarischen Legislaturperiode geführt wurden;

c) das IWEPS wird an der Durchführung der unter 1°, a) genannten Bewertung und der unter 1°, b) genannten Diagnose beteiligt;

d) die in der in Art. 5, 1°, b) genannten Diagnose bestimmten Prioritäten umfassen die Identifizierung mindestens einer Thematik einer zu führenden Allianz Beschäftigung - Umwelt, unter der Bedingung, dass die Bewertung der etwaigen Allianzen Beschäftigung - Umwelt, die im Laufe der vorigen parlamentarischen Legislaturperiode geführt wurden, die Regierung zur Schlussfolgerung bringt, dass die Führung neuer Allianzen unter der betreffenden Legislatur sinnvoll ist;

e) die in Art. 5, 1°, d) genannten Ziele schließen die auf internationaler, europäischer, nationaler und regionaler Ebene bereits eingegangenen Verpflichtungen ein;

f) der in Art. 5, 1°, e) genannte Aktionsplan für die nachhaltige Entwicklung muss unter Berücksichtigung der 27 Grundsätze der Rio-Erklärung von 1992 über Umwelt und Entwicklung ausgearbeitet werden, insbesondere der Grundsätze Nr. 10 (Beteiligung) und Nr. 15 (Vorsorge), so wie ggf. durch das Recht der Europäischen Union, die von Belgien ratifizierten internationalen Abkommen und das Umweltgesetzbuch näher beschrieben;

g) die in den Aktionsplan für die nachhaltige Entwicklung nach Art. 5, 1^o, e) eingeschlossenen vorrangigen politischen Leitlinien umfassen wenigstens die Einführung einer neuen Allianz Beschäftigung - Umwelt, unter der Bedingung, dass die Bewertung der etwaigen Allianzen Beschäftigung - Umwelt, die im Laufe der vorigen parlamentarischen Legislaturperiode geführt wurden, die Regierung zur Schlussfolgerung bringt, dass die Führung neuer Allianzen unter der betreffenden Legislatur sinnvoll ist.

Art. 6 - Die Regierung verabschiedet die Indikatoren der nachhaltigen Entwicklung unter Berücksichtigung der in Art. 4 genannten Grundsätze, nach Befragung der Öffentlichkeit, und in Absprache mit den anderen Regionen, der föderalen Ebene und den betroffenen internationalen Instanzen, wodurch, zusätzlich zu anderen Indikatoren, zur Bewertung und Weiterverfolgung der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung beigetragen werden kann.

Art. 7 - Die Regierung erlässt alle sonstigen Maßnahmen, die sie für notwendig hält, um die Verabschiedung von Strategien für nachhaltige Entwicklung auf lokaler Ebene zu fördern.

Art. 8 - Die Umsetzung der wallonischen Strategie für nachhaltige Entwicklung ist Gegenstand einer mindestens alle zwei Jahre stattfindenden Follow-up-Kontrolle.

Die Öffentlichkeit wird über die Bestimmungen und Ergebnisse dieser Kontrolle informiert. Innerhalb eines Monats nach der Durchführung dieser Kontrolle übermittelt die Regierung dem Parlament einen synthetischen Fortschrittsbericht.

Art. 9 - Die Regierung bestimmt die Arten von Entwürfen von Regierungsbeschlüssen, die Gegenstand eines Gutachtens sind, das auf einer vorigen und unabhängigen Untersuchung der Vereinbarkeit mit der nachhaltigen Entwicklung und der Leitgrundsätze nach Artikel 4 beruht, sowie die Modalitäten der Untersuchung, auf die sich das Gutachten stützt.

KAPITEL II — Übergangsbestimmungen

Art. 10 - In Abweichung von Artikel 3 wird die erste regionale Strategie für nachhaltige Entwicklung im Laufe der Legislatur 2009-2014 von der Regierung genehmigt und dem Wallonischen Parlament übermittelt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 27. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 793 (2012-2013) Nrn. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 26. Juni 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/203949]

27 JUNI 2013. — Decreet betreffende de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Bij dit decreet worden de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling van het Waalse Gewest in een geïntegreerd en gecoördineerd aanpak bepaald door de aanneming van modaliteiten en procedures met het oog op de uitwerking, de goedkeuring, de uitvoering en de opvolging van een gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o "duurzame ontwikkeling" : een ontwikkeling die de permanente verbetering van de levenskwaliteit en van het welzijn van de mens zowel plaatselijk als globaal beoogt en die de geschiktheid waarborgt om in te spelen op de behoeften van de aanwezige generaties zonder de geschiktheid van de toekomstige generaties om aan hun behoeften te voldoen in gevaar te brengen. Haar uitvoering houdt het in overweging nemen van het hernieuwingspercentage van de natuurlijke hulpbronnen en van de handhaving van de biodiversiteit in. Ze impliceert ook de voortzetting van een

overgangsproces dat de maatschappelijke actoren en de sociale, economische en culturele functies mobiliseert om een optimaal gebruik van alle types onstoffelijke, menselijke, natuurlijke en financiële hulpbronnen en een permanente vermindering van het afnemen van de niet-hernieuwbare hulpbronnen te verzekeren;

2° "Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling": een oriëntatie- en actiedocument dat als doel heeft het initiatief en de coherentie inzake duurzame ontwikkeling in de openbare beleidsvormen van het Waalse Gewest te bevorderen; dat document wordt overeenkomstig de in artikel 4 bedoelde richtsnoeren goedgekeurd en volgens de in artikel 3 bedoelde modaliteiten uitgevoerd;

3° "betrokken partijen": de maatschappelijke actoren die belang hebben bij de duurzame ontwikkeling, met inbegrip van, maar op niet-limitatieve wijze, de gewestelijke en plaatselijke openbare besturen, de verbonden, de federaties van ondernemingen, de verenigingssector in zijn geheel, de universiteiten en de hoge scholen, de burgers. Bij elke strategie inzake duurzame ontwikkeling bepaalt de Regering de partijen die bij de ingevoerde participatieve maatregelen betrokken zijn;

4° "Alliantie Tewerkstelling - Leefmilieu": een beleid dat op participatieve wijze uitgewerkt en uitgevoerd is en dat op het beginsel rust dat de verbetering van de kwaliteit van het milieu en van de bescherming ervan economische opportuniteiten en de creatie van banen oplevert.

Art. 3. 1° Uiterlijk twaalf maanden na haar eedaflegging keurt de Regering de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling goed en legt ze voor voordracht en debat aan het Waalse Parlement voor binnen één maand na de aanneming ervan.

Vóór zijn definitieve aanneming door de Regering wordt het ontwerp van Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling ter advies voorgelegd aan de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), die het advies binnen één maand moeten uitbrengen.

2° Elke Minister is in zijn aangelegenheden bevoegd om bij te dragen tot de uitvoering van de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling.

Art. 4. De Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling wordt uitgewerkt met inachtneming van de volgende richtsnoeren :

a) het efficiëntiebeginsel volgens welk de ter beschikking zijnde hulpbronnen zo efficiënter mogelijk gebruikt moeten worden, waarbij ervoor gezorgd wordt dat elke hulpbroneenheid zo veel mogelijk bijdraagt tot het welzijn van de mens om ook de niet-hernieuwbare natuurlijke hulpbronnen te besparen en het grootste aantal mensen daarvan te laten genieten, en;

b) het resiliëntiebeginsel volgens welk de sociale organisatie de sociale, economische of milieucrisissen zo veel mogelijk moet weerstaan om dankzij een overkoepelend en mobiliserend aanpak nog te kunnen inspelen op de gemeenschappelijke behoeften, en;

c) het toereikendheidsbeginsel volgens welk de consumptie van goederen en diensten een optimaal moreel en fysisch welzijnsniveau moet beogen, waarbij rekening wordt gehouden met de voorrang die aan het voldoen aan de wezenlijke behoeften van de armsten gegeven moet worden.

Art. 5. 1° De Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling omvat minstens de volgende elementen :

a) een evaluatie van de resultaten van de uitvoering van de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling van de vorige parlementaire legislatuur;

b) een diagnose van de verworvenheden en zwakheden van het Waalse Gewest om een duurzame ontwikkeling te bereiken, waarbij rekening wordt gehouden met de beschikbare middelen en hulpbronnen om de strategische prioriteiten te identificeren;

c) een visie op lange termijn om bij te dragen tot de duurzame ontwikkeling;

d) doelstellingen op korte en middellange termijn om te streven naar de visie op lange termijn van de duurzame ontwikkeling;

e) een actieplan inzake duurzame ontwikkeling om bij te dragen tot het bereiken van de in d) bedoelde doelstellingen; de in het plan aan bedoelde acties zullen in voorkomend geval in de vorm van een plan of een programma uitgewerkt worden. Dat plan neemt de prioritaire beleidsrichtlijnen voor de lopende legislatuur;

f) de maatregelen voor de deelneming van de betrokken partijen aan de uitwerking van de verschillende bestanddelen van de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling bedoeld in de hierboven vermelde punten a) tot e), de uitvoering en de opvolging ervan tijdens de legislatuur.

2° De gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling wordt uitgewerkt volgens de volgende modaliteiten en procedures :

a) de Regering richt een interministerieel werkgroep voor duurzame ontwikkeling op om de coördinatie van de werken betreffende de uitwerking, de uitvoering en de opvolging van de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling te verzekeren; dit werkgroep bestaat uit vertegenwoordigers van elke Minister van de Waalse Regering alsmede uit de personen die laatstgenoemden nuttig acht uit te nodigen;

b) de in punt a) van 1° van artikel 5 bedoelde evaluatie rust met name op de indicatoren van duurzame ontwikkeling die overeenkomstig artikel 6 bepaald worden. Ze omvat de evaluatie van de impacten van de eventuele Allianties Tewerkstelling - Leefmilieu die tijdens de vorige parlementaire legislatuur zijn gevoerd;

c) het "IWEPS" is betrokken bij de uitvoering van de in punt a) van 1° bedoelde evaluatie en bij de in punt b) van 1° van artikel 5 bedoelde diagnose;

d) de prioriteiten die in de diagnose bedoeld in punt *b)* van 1° van artikel 5 bepaald worden, omvatten de identificatie van minstens één thematiek van een te voeren Alliantie Tewerkstelling - Leefmilieu, op voorwaarde dat de evaluatie van de eventuele Allianties Tewerkstelling - Leefmilieu die tijdens de vorige parlementaire legislatuur zijn gevoerd, er de Regering toe brengt om te besluiten dat het relevant is nieuwe allianties tijdens de betrokken legislatuur te voeren;

e) de in punt *d)* van 1° van artikel 5 bedoelde doelstellingen omvatten de verplichtingen die reeds op internationaal, Europees, nationaal en gewestelijk niveau zijn aangegaan;

f) het in punt *e)* van 1° van artikel 5 bedoelde actieplan inzake duurzame ontwikkeling moet uitgewerkt worden met inachtneming van de 27 beginselen van de Verklaring van Rio inzake milieu en ontwikkeling van 1992, met name de beginselen nr. 10 (deelname) en nr. 15 (voorzorg), zoals bepaald, in voorkomend geval, in het recht van de Europese Unie, de internationale overeenkomsten bekrachtigd door België en het Milieuwetboek;

d) de prioritaire beleidsrichtlijnen opgenomen in het in punt *e)* van 1° van artikel 5 bedoelde actieplan inzake duurzame ontwikkeling omvatten minstens het opstarten van een nieuwe Alliantie Tewerkstelling - Leefmilieu, op voorwaarde dat de evaluatie van de eventuele Allianties Tewerkstelling - Leefmilieu die tijdens de vorige parlementaire legislatuur zijn gevoerd, er de Regering toe brengt om te besluiten dat het relevant is nieuwe allianties tijdens de betrokken legislatuur te voeren.

Art. 6. Na raadpleging van het publieke keurt de Regering in overleg met de andere Gewesten, de federale overheid en de betrokken internationale instantie de indicatoren inzake duurzame ontwikkeling rekening houdend met de in artikel 4 bedoelde beginsels goed, waarbij ter aanvulling van andere indicatoren bijgedragen kan worden tot de evaluatie en de opvolging van de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling.

Art. 7. De Regering bepaalt elke maatregel die ze nodig acht om de goedkeuring van strategieën inzake duurzame ontwikkeling op plaatselijk niveau te bevorderen.

Art. 8. De uitvoering van de Waalse strategie inzake duurzame ontwikkeling wordt minstens om de twee jaar opgevolgd.

Het publiek wordt geïnformeerd over de modaliteiten en de resultaten van die opvolging. Een stand van zaken wordt door de Regering aan het Parlement overgemaakt binnen één maand na de uitvoering van die opvolging.

Art. 9. De Regering bepaalt de types ontwerpen van regeringsbeslissingen die het voorwerp uitmaken van een advies gegrond op een voorafgaandelijk en onafhankelijk onderzoek van de overeenstemming met de duurzame ontwikkeling en de in artikel 4 bedoelde richtsnoeren alsook de modaliteiten van het onderzoek waarop het advies rust.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 10. In afwijking van artikel 3 wordt de eerste gewestelijke strategie inzake duurzame ontwikkeling door de Regering goedgekeurd en aan het Waalse Parlement overgemaakt in de loop van de legislatuur 2009-2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 juni 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 793 (2012-2013) nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 juni 2013.

Bespreking.

Stemming.